



Toulouse le 6 novembre 2013

Lettre ouverte au Snuipp 31

Chers camarades,

Le 9 octobre, le Snuipp31 proposait une grève départementale le 13 novembre pour répondre à l'aspiration des collègues réclamant l'abrogation des réformes et décrets sur les rythmes scolaires. Nous étions d'accord pour nous y associer.

Cependant, depuis, la situation a fortement évolué :

- Le 17 octobre, l'intersyndicale de Paris (Snuipp – FO – CGT – SUD) annonce l'appel à la grève le 14 novembre.
- Le 22 octobre, la fédération CGT de l'enseignement invite toutes les fédérations de l'enseignement et de la territoriale à une réunion intersyndicale au siège de la CGT nationale. FO-CGT-SUD-FAEN appellent ensemble à la grève nationale le 14 novembre. Le Snuipp FSU n'était pas présent.
- Mais ces deux derniers jours, outre Paris, plusieurs sections départementales du Snuipp ont appelé à la grève le 14 novembre (Val de Marne, Rhône, Alpes-Maritimes, Vaucluse, Seine Maritime, Côte d'Or, Ardennes, Seine et Marne, Bouches-Du-Rhône, Seine Saint Denis -suite à la réunion de 110 enseignants avec le Snudi FO-, ...);
- Des centaines d'écoles de toute la France annoncent d'ores et déjà qu'elles seront fermées le 14.
- Le ministre, fragilisé par la mobilisation qui enflé chaque jour davantage, a dû annoncer le report de la date de retour du PEDT du 16 novembre au mois d'avril 2014.

Chaque jour davantage, les conditions pour faire reculer le ministre se renforcent.

Les collègues veulent l'action unie, tous ensemble, sur tout le territoire, pour une réelle efficacité, pour un réel écho médiatique. C'est ce que nous vous avons indiqué lors de chacun de nos entretiens. Oui vraiment, la grève nationale est à l'ordre du jour : mieux, elle est une nécessité urgente pour tous ceux qui revendiquent l'abandon des mesures Peillon. Si l'unité FO-CGT-SNUIPP avec les territoriaux est possible ailleurs, elle doit être possible dans le 31, département très durement touché par la refondation.

Lors de l'intersyndicale du 5 novembre, nous vous avons proposé, à nouveau, d'appeler en commun à la grève nationale le 14. Sur la base de la plateforme revendicative commune du rassemblement du 9 octobre, il nous semble évident et nécessaire que nos organisations départementales s'inscrivent dans cette initiative

de grève nationale.

Vous avez fermement maintenu votre appel départemental pour le 13.

Nous vous avons même proposé de prendre une initiative complémentaire au 14, le mercredi 13 novembre, avec des modalités à définir ensemble : refus à nouveau.

La position nationale pour le moins ambiguë du Snuipp-FSU, qui refuse toute grève nationale, a sans doute pesé dans la balance. Mais est-ce une raison pour refuser d'appeler dans notre département à cette grève nationale, avec les syndicats majoritaires des territoriaux, seul moyen à notre avis d'élever le rapport de force afin de faire céder le ministre Peillon ?

La réforme Peillon n'est pas une simple réforme des rythmes scolaires, qui s'appliquerait mal, faute de moyens ou de concertation. C'est une réforme en profondeur qui a reçu le soutien, et ce n'est pas un hasard, des anciens ministres Ferry et Darcos. L'objectif, c'est l'éclatement de l'école de la République et la remise en cause des statuts des enseignants, avec en arrière-plan la réduction des dépenses publiques.

C'est cette réforme qui conduit aujourd'hui à la dégradation de nos conditions de travail. Les enfants sont fatigués et les personnels sont à bout.

C'est la raison pour laquelle dans toute la France, des mouvements de grève et des manifestations se multiplient depuis plusieurs semaines, regroupant enseignants, personnels territoriaux, animateurs et leurs organisations syndicales FO, CGT, Snuipp-FSU, Solidaires (Aubervilliers, Ris-Orangis, Paris, Toulouse,...). Des maires ont même décidé de suspendre la mise en place des rythmes scolaires.

Dans ces conditions, il est de la responsabilité des fédérations nationales d'organiser le rapport de force au niveau national pour obtenir au minimum la suspension du décret. C'est la raison pour laquelle, pour notre part, nous soutenons résolument l'appel des fédérations nationales et appelons tous les personnels des écoles de la Haute-Garonne à la grève le 14 novembre.

Nous considérons que votre place est avec nous le 14 novembre, avec tous ceux, territoriaux, enseignants, animateurs qui refusent avec détermination cette réforme.

Nous restons bien entendu ouverts à toute nouvelle discussion.

Salutations syndicalistes

Pour le Bureau du Snudi-FO,

Christophe Lalande  
Secrétaire départemental